

CARNAGE D'OSLO

Le suspect affirme avoir agi seul

Le suspect des deux attaques qui ont ensanglanté la Norvège vendredi, Anders Behring Breivik, proche de l'extrême droite, a reconnu les faits selon la police et affirmé avoir agi seul dans un geste planifié de longue date.

Norvégien et âgé de 32 ans, cheveux blonds et yeux bleus, Anders Behring Breivik a préparé depuis 2009 l'opération qui s'est soldée par la mort d'au moins 93 personnes, 97 blessés et un nombre indéterminé de disparus, selon un bilan provisoire de la police.

Il «reconnait les faits mais il ne reconnaît pas sa responsabilité criminelle», a déclaré à la presse le commissaire de la police d'Oslo Sveinung Sponheim.

«Lors des interrogatoires, il a dit qu'il était seul», a-t-il ajouté. «Nous allons tenter de vérifier cela à travers notre enquête», a dit le responsable alors que selon des témoins de la tuerie sur l'île d'Utoeya, il y aurait eu «un ou plusieurs» tireurs.

Peu avant de passer à l'acte, il a diffusé sur internet un manifeste de 1 500 pages, truffé de diatribes islamophobes et anti-marxistes, rédigé en anglais sous le nom d'Andrew Berwick, et intitulé «A European Declaration of Independence - 2083».

Il y évoque «l'usage du terrorisme comme un moyen

d'éveiller les masses».

Sur la foi des informations qu'il a mises en ligne sur internet, la police l'a décrit comme un «fondamentaliste chrétien» de droite, sans vouloir se prononcer sur d'éventuelles motivations politiques.

«Il considère que c'était cruel de devoir mener ces actions mais que, dans sa tête, c'était nécessaire», a déclaré pour sa part l'avocat du suspect, Geir Lippestad, aux médias norvégiens dans la nuit de samedi à hier dimanche.

Hier matin, la police a lancé une opération dans le quartier de Sletteloeikka, à environ 8 km au nord-est du centre d'Oslo, en lien avec

l'enquête, a indiqué un porte-parole à l'AFP.

L'opération s'est terminée en début d'après-midi et n'a donné aucun résultat. «Aucun explosif n'a été trouvé» et «les personnes interpellées ont été relâchées», a indiqué la police.

Selon des témoignages de voisins, six personnes avaient été interpellées dans une bâtisse au fond d'un parking.

Le responsable présumé de l'explosion d'une bombe de forte puissance dans le centre d'Oslo et du massacre à l'arme à feu commis ensuite sur l'île d'Utoeya à une quarantaine de kilomètres de là a été longuement entendu par la police.

Les enquêteurs refusent cependant de fournir tout élément sur ses motivations et son état d'esprit.

Il sera présenté devant un juge aujourd'hui pour une décision sur son placement en détention provisoire, selon la police.

En Norvège, où la peine maximale prévue par le code pénal est de 21 ans, des voix se sont élevées, sur internet, pour réclamer le rétablissement de la peine de mort. Lors de la fusillade qui a duré 90 minutes interminables, le suspect déguisé en policier et en possession de deux armes à feu a tiré sur un rassemblement de quelque 600 jeunes du parti travailliste, réunis sur Utoeya pour un camp d'été.

Selon plusieurs témoignages, il appelait les jeunes à venir à lui, affirmant qu'il voulait les protéger puis ouvrait le feu sur ceux qui s'approchaient.

Il a aussi tiré sur les personnes qui tentaient de s'enfuir à la nage, achevant les blessés et ciblant également les tentes

dans lesquelles les adolescents campaient.

Le carnage, qui a suscité une vague d'indignation et de compassion à travers le monde, a débuté par un attentat à la voiture piégée dans le quartier des ministères à Oslo, qui a fait sept morts et neuf blessés graves.

L'émotion était à son comble hier à Oslo où une messe s'est tenue en présence de nombreuses personnalités dont le couple royal et le Premier ministre norvégien Jens Stoltenberg. «Chacune des victimes est une tragédie», a-t-il dit lors d'un hommage dans la cathédrale d'Oslo.

«Nous sommes un petit pays mais nous sommes un peuple fier», a-t-il ajouté, en précisant que son pays «n'abandonnera jamais ses valeurs».

Pendant le service religieux, le roi Harald V, les yeux baignés de larmes, ne pouvait cacher son émotion.

Outre le manifeste, Behring Breivik a publié une longue vidéo sur YouTube, montrant sa farouche hostilité à l'islam, au marxisme et au multiculturalisme.

A la fin de ce document, le suspect apparaît sur trois photos, dont l'une le montre en position de tir avec un fusil d'assaut.

Publiée le jour des attaques, la vidéo décrit l'islam comme «la principale idéologie génocidaire». «Avant de commencer notre croisade, nous devons faire notre devoir en décimant le marxisme culturel», est-il également écrit.

Le Parti du progrès (FrP), une formation de la droite populiste norvégienne, a annoncé que le suspect avait adhéré au parti de 1999 à 2006.

Selon la fondation Expo, un observatoire des groupes d'extrême droite basé à Stockholm, le suspect avait été inscrit en 2009 sur un forum extrémiste suédois sur internet. Baptisé Nordisk, ce forum créé en 2007 déclare défendre «l'identité, la culture et les traditions nordiques».

Sur son profil sur Facebook, Behring Breivik se décrit comme «conservateur», «chrétien», célibataire, intéressé par la chasse et par des jeux vidéo de guerre.

L'homme vivait dans un quartier aisé à l'ouest d'Oslo. Selon un voisin, Emile Finneruo, qui dit avoir été en classe avec lui, «c'est le type classique, blanc, de la classe moyenne, le Norvégien bien propre sur lui, personne ne peut le suspecter».

SOUDAN

Khartoum lance une nouvelle monnaie

Le Soudan a lancé hier une nouvelle monnaie, six jours après une opération similaire dans le nouvel Etat du Soudan du Sud, et promis de négocier avec ce dernier pour éviter des difficultés liées aux anciennes coupures.

«Aujourd'hui, nous avons lancé la nouvelle monnaie dans la capitale et dans tous les Etats et nous sommes prêts à émettre n'importe quel montant via les Banques et les distributeurs automatiques», a déclaré le gouverneur de la banque centrale Mohammed Kheir al-Zubair à des journalistes à Khartoum.

Il a ajouté que la transition entre anciens et nouveaux billets serait opérée «aussi rapidement que possible», sans préciser com-

bien de temps les anciennes coupures continueraient à circuler.

Les nouveaux billets sont ornés d'une carte du pays dans ses nouvelles frontières, tandis que certains symboles ont disparu, suite à l'indépendance le 9 juillet du Soudan du Sud.

L'ancienne livre soudanaise avait vu sa valeur dégringoler cette année sur fond de finances publiques dans le rouge et d'envolée des prix des denrées alimentaires.

Un dollar américain vaut jusqu'à 3,5 livres soudanaises sur le marché noir, alors que son taux de change officiel n'est que de 2,67 livres.

Le lancement de la nouvelle devise soudanaise le 18 juillet pourrait aggraver encore cette tendance, chaque pays redou-

tant d'être envahi par les anciennes coupures de l'autre.

M. Zubair s'est toutefois voulu rassurant à ce sujet : «Nous sommes prêts à négocier avec le gouvernement du Soudan du Sud sur les vieux billets qu'ils détiennent».

La monnaie figurait parmi les questions clés sur lesquelles le Soudan et le Soudan du Sud n'avaient pas réussi à se mettre d'accord avant la partition du Soudan le 9 juillet.

Le président soudanais Omar El-Béchir a récemment appelé ses compatriotes à faire preuve de patience et de compréhension pour faire face aux mesures d'austérité rendues nécessaires par la mauvaise santé de l'économie et la forte baisse des recettes pétrolières liée à l'indépendance du Soudan du Sud.

ÉGYPTE

Les manifestants de Tahrir déterminés après les violences

Des centaines de manifestants, accablés et épuisés, occupaient toujours hier la place Tahrir au centre du Caire au lendemain d'une manifestation contre les autorités militaires qui s'est terminée par de violents affrontements faisant plus de deux cents blessés.

Des heurts violents avec jets de pierres et de cocktails Molotov ont eu lieu samedi en début de soirée entre un millier de manifestants pro-démocratie et des civils favorables à l'armée.

Le cortège parti de la place Tahrir cherchait à atteindre le siège du Conseil suprême des forces armées (CSFA), l'instance qui dirige le pays, avant d'être stoppé par l'armée dans le quartier d'Abassiya.

Les manifestants sont ensuite revenus à Tahrir, où un sit-in est établi depuis le 8 juillet pour réclamer plus de réformes, six mois après le début de la révolte qui a fait chuter le président Hosni Moubarak.

Le ministère de la santé a fait état de 231 blessés lors des heurts, dont 39 ont dû être conduits à l'hôpital.

«Nous allons rester sur la place», affirmait hier Mohamed

Amr, un guide touristique de 32 ans originaire de Suez, l'œil gauche recouvert d'un large pansement à la suite d'un coup reçu la veille.

Devant une autre tente, Asmaa Ibrahim, 19 ans, raconte avoir elle aussi été attaquée pendant la bataille. «Ils ont frappé tout le monde, même les filles, mais on ne va pas se taire pour autant», explique-t-elle au bord des larmes.

Sous la chaleur écrasante, un musicien a sorti son oud (instrument à cordes traditionnel) et chante pour «remonter le moral» des manifestants.

L'armée, qui a bénéficié d'un

large soutien populaire pour sa neutralité pendant les soulèvements de janvier et février, est de plus en plus critiquée.

Les manifestants de Tahrir lui reprochent de montrer peu d'enthousiasme à la mise en œuvre des réformes annoncées, de maintenir des pratiques

répressives héritées de l'ancien régime et de ménager les responsables du régime Moubarak.

Samedi, le maréchal Hussein Tantaoui, chef du CSFA, a renouvelé l'engagement de l'armée d'établir les «piliers d'un Etat démocratique» en Égypte.

SYRIE

Assad remplace le gouverneur de Deir Ezzor, théâtre de manifestations

Le président syrien Bachar al-Assad a remplacé le gouverneur de Deir Ezzor (est), théâtre vendredi d'une manifestation massive contre le régime, a rapporté hier l'agence officielle Sana.

Selon un décret présidentiel, Hussein Arnoos est remplacé par Samir Othman al-Cheikh, et devient gouverneur de la province de Qouneitra, près de la frontière israélienne. Vendredi, plus de 550 000 personnes avaient manifesté à Deir Ezzor, près de la frontière irakienne, pour réclamer la chute du régime, selon Rami Abdel-Rahmane, chef de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Le 2 juillet, le président Assad avait limogé le gouverneur de Hama (210 km au nord de Damas), Ahmad Khaled Abdel-Aziz, au lendemain d'une manifestation qui avait réuni plus de 500 000 personnes appelant à la chute du régime. Il l'avait remplacé le 10 juillet par Anas Naëm.

Depuis le 15 mars, la répression de la révolte populaire en Syrie a fait plus de 1 400 morts civils, entraîné l'arrestation de plus de 12 000 personnes et l'exode de milliers d'autres, selon des ONG de défense des droits de l'homme.